

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA **9<sup>e</sup>** SEANCE

**Pré\_sident** : M. AFONSO (Mozambique)

puis : M. TETU (Canada)

SOMMAIRE

POINT **131** DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE LA CHARTE DES  
NATIONS UNIES ET DU RAFFERMISSEMENT DU ROLE DE L'ORGANISATION (**suite**)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-730,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE LA CHARTRE DES NATIONS UNIES ET DU RAFFERMISSEMENT DU RÔLE DE L'ORGANISATION (suite) (A/46/33 e t Corr.1, A/46/335, A/46/383)

1. **M. BERG** (Allemagne) déclare que, pour permettre à l'Organisation de; Nations Unies de répondre aux espoirs qui sont placés en elle, il faut renforcer le statut ~~du~~ Secrétaire général et accroître l'efficacité du Secrétariat. De la **même** façon, le débat et les suggestions touchant une possible réforme de la Charte témoignent de la volonté d'aider l'Organisation à faire face à ses tâches futures. **Au** cas **où** la Charte serait amendée, l'Allemagne souhaiterait que les dispositions des Articles 53 et 107 connues sous le nom de clauses des Etats ennemis soient supprimées, car elles n'ont plus de raison **d'être**.
2. Le projet, de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la **sécurité** internationales (A/46/33, par. 19) est un document équilibré, qui tient compte **à** la fois des intérêts de l'Organisation et de ceux des Etats qui préconisent **l'envoi** d'une mission d'établissement des faits ou accueillent une telle mission. **En** demandant aux Etats d'adopter une attitude plus positive dans ce domaine, le projet de déclaration tend **à** désamorcer les tensions **à** un stade précoce.
3. Quant au titre et **à** la "solennité" de la déclaration, ils s'inspirent de la Déclaration de 1988 sur la prévention et l'élimination des différends (résolution **43/51** de l'Assemblée générale, annexe). La délégation allemande espère que l'Assemblée générale adoptera sans vote le projet de résolution sur le projet de déclaration qui doit être présenté sous peu par les coauteurs. Cela étant, on ne peut que déplorer avec le Secrétaire **général** dans son rapport **sur** l'activité de l'Organisation (A/46/1) que la somme d'informations dont il dispose soit totalement inadéquate et que les Etats se montrent si peu empressés à lui fournir les moyens nécessaires.
4. Le rapport **précité** du Secrétaire général évoque encore d'autres questions liées aux travaux du Comité spécial, en **pa.ticulier** la possibilité qui serait donnée au Secrétaire **général** de demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice et le rôle assigné **aux** accords ou organismes régionaux dans le règlement pacifique des différends. A cet égard, les propositions présentées par **l'URSS** en vue de l'amélioration de la coopération entre **l'ONU** et les organisations **régionales** (A/46/33, par. 46) paraissent extrêmement utiles, car dans un monde de plus en plus interdépendant, tout conflit comporte des éléments qui transcendent le cadre régional et peuvent appeler des **mesures** de la part de **l'ONU**. Encore faudrait-il s'entendre sur la portée exacte de ces propositions et déterminer s'il s'agit d'une initiative politique, d'une interprétation de la Charte ou d'une tentative de **développer** celle-ci.

(M. Berg, Allemagne)

5. S'agissant du projet de règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats (**A/C.6/45/L.2**, annexe **I**), l'intervenant souligne - comme cela ressort aussi du Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats, dont il se plaît à saluer le grand **intérêt** pratique qu'il présente pour les Etats et pour les universitaires - qu'il existe déjà un grand nombre de conventions relatives à la conciliation. Il faudrait commencer par examiner en quoi les règles proposées peuvent compléter les instruments existants, en étant attentif aux exigences de souplesse et de discrétion indispensables au succès des procédures de conciliation. Le Comité spécial devrait examiner ce projet à sa session suivante, en **même** temps que le **rôle** général dévolu à la conciliation dans le règlement pacifique des différends, en tenant compte en particulier des dispositions relatives à une procédure de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (**CSCE**) pour le règlement pacifique des différends contenues dans le document **A/46/335**.

6. En conclusion, la délégation allemande souligne que le **Comité** spécial, qui joue un rôle indispensable dans le **système** des Nations Unies, a fait une contribution essentielle à la Décennie pour le droit international et redit sa volonté de continuer à collaborer activement à ses travaux.

7. **M. DE SARAM** (Sri Lanka) dit que le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (**A/46/33**, annexe) constituera un ouvrage de référence extrêmement précieux que seuls très peu de **centres** de recherche et d'études juridiques de par le monde auraient été capables de produire. Il aurait été utile de consulter le Comité spécial au cours de son élaboration, et c'est là une procédure de travail qu'il conviendra de ne pas oublier pour la réalisation d'études analogues à l'avenir. Il faut espérer que le Manuel paraîtra bientôt sous la forme d'une publication des Nations Unies et non pas seulement sous forme de document et que tout sera fait pour que les ministères des affaires **étrangères** lui accordent l'attention qu'il **mérite**. Une lettre du Conseiller juridique à tous les représentants permanents serait à cet égard très utile. Il **faut** également espérer que le Bureau des affaires juridiques tiendra le Manuel à jour en publiant des additifs et, au bout d'un certain nombre d'années, une seconde édition.

8. Le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (ibid., par. 19) a pour objet de **renforcer** l'Organisation. Il reconnaît pleinement la valeur du rôle joué par le **Secrétaire** général dans le cadre de la "diplomatie tranquille" et des consultations de **même** que le fait que, dans certains cas, d'autres organes peuvent jouer un rôle bénéfique. Il n'affecte nullement l'application des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies ni les responsabilités que la Charte confère aux principaux organes de l'Organisation. Lorsque celle-ci **aura** accumulé de l'expérience dans ce domaine, on pourra sans nul doute affiner la déclaration.

(M. De Saram, Sri Lanka)

9. Il convient de féliciter la délégation guatémaltèque de son initiative concernant l'élaboration d'un règlement de conciliation (A/C.6/45/L.2, annexe 1). Il importe toutefois de ne pas perdre de vue le fait que le principal attrait de la conciliation par rapport à l'arbitrage et, à plus forte raison, à une **procédure** judiciaire est sa souplesse et son caractère informel qu'il faudra se garder de **compromettre en élaborant** des dispositions trop détaillées.

10. En ce qui concerne les travaux futurs du Comité spécial, il faut espérer que des consultations off **icieuses**, tenues avant que les **positions** des délégations ne se cristallisent, permettront de parvenir à un consensus sur les questions à aborder en priorité.

11. M. VAN DE VELDE (Pays-Bas) dit qu'il partage le souci de nombreuses autres délégations de voir introduire plus de souplesse dans le projet de règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre **Etats** (A/C.6/45/L.2, annexe I), car c'est souvent eu égard à cet élément de flexibilité et d'adaptabilité que les Etats recourent à ce type de procédure. Dans cet esprit, il conviendrait d'élargir le champ d'application du règlement, tel qu'il est défini à l'article premier, de manière à y inclure également les différends de nature purement juridique, puisque aussi bien **l'Article** 33 de la Charte range la conciliation parmi les moyens pacifiques de résoudre "**tout**" différend. De **même**, il faudrait modifier dans la version anglaise le titre du chapitre III du projet de règlement ("cases in which more than **one** State has the **same interest** with regard to the dispute") pour le mettre en concordance avec le texte de l'article, où il est question d'un différend auquel plus de deux Etats sont parties.

12. **Comme les 12 Etats membres** de la **Communauté** européenne l'ont souligné dans leur réponse envoyée par le Luxembourg (A/46/383), il est important d'étoffer les structures existantes dans le domaine de la conciliation. Il faudra toutefois veiller à éviter tout risque de double emploi en la matière et utiliser le plus largement possible les mécanismes, procédures et institutions existants.

13. Partant de l'idée que **l'ONU** peut fournir une aide organisationnelle et administrative adéquate dans le cadre du processus de conciliation, le projet de règlement de conciliation des Nations Unies réserve un rôle important au Secrétaire général de l'Organisation. Outre **que** cela aurait des incidences financières sur le budget de l'ONU, on peut se demander s'il s'agit de la solution la plus appropriée. Pour sa part, la délégation néerlandaise estime qu'il faut étudier la possibilité d'associer à ce processus les organisations régionales et d'autres institutions existantes, en particulier le Bureau international et **le** Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage, qui pourraient se voir **confier** un rôle de coordination. Cette solution fournirait **au** processus de conciliation un organe d'appui qui prendrait en charge les aspects organisationnels et administratifs. On pourrait envisager de fusionner le projet de règlement avec les dispositions des Conventions de

(M. van de Velde, Pays-Bas)

La Haye de 1899 et de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux, qui ont été complétées en 1962 par les règles d'arbitrage et de conciliation applicables aux conflits internationaux entre deux parties dont une seule est un Etat. Dans cette hypothèse, il ne serait pas nécessaire de concevoir de nouvelles procédures et les Etats pourraient bénéficier du savoir-faire du Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage et des services du Bureau international.

14. Le représentant des Pays-Bas conclut en soulignant que, s'il est important d'assouplir les règles et d'améliorer la qualité des procédures, l'essentiel est de promouvoir le recours le plus large possible aux procédures de règlement pacifique.

15. M. KASOULIDES (Chypre) voit dans le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) une contribution positive qui doit permettre d'étendre la portée et d'accroître l'efficacité des missions d'établissement des faits. La délégation chypriote marque son accord sur l'emploi du terme "Déclaration". D'autre part, Chypre est résolument en faveur de tout ce qui peut renforcer les mécanismes de l'Organisation dans les domaines où celle-ci s'efforce d'apporter une solution aux conflits internationaux, notamment l'occupation d'une partie du territoire de la République de Chypre.

16. Le représentant de Chypre se félicite de l'achèvement du Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe) et espère qu'il sera publié et fera l'objet d'une vaste diffusion, tout comme il souhaite la publication de la bibliographie concernant le règlement des différends entre Etats.

17. Pour ce qui est de l'orientation de ses activités futures, le Comité spécial devra s'employer à renforcer les évolutions positives et le nouvel esprit de solidarité et de coopération internationale et à examiner leurs implications juridiques.

18. Chypre, qui s'efforce depuis des années de résoudre le conflit chypriote par le recours à des moyens pacifiques et aux bons offices du Secrétaire général de l'ONU, est favorable à l'octroi à celui-ci du droit de demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice. S'agissant d'améliorer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le document de travail présenté par l'URSS (A/46/33, par. 46) fait ressortir l'importance du rôle dévolu aux accords régionaux dans le règlement pacifique des différends. La multiplication des initiatives prises récemment dans ce domaine par les organisations régionales, notamment par la CSCE en Europe et par l'OAS en Amérique latine, souligne la nécessité de codifier et de clarifier les

/...

(M. Kasoulides, Chypre)

relations de travail entre les organisations régionales et **l'ONU**, dans un esprit de **complémentarité** et non de concurrence, de manière **à** mettre en commun les ressources et d'accroître l'efficacité.

19. Compte tenu de la confusion et des ambiguïtés qu'a **suscitées** l'application **des** sanctions décidées contre **l'Iraq** **à** la **suite** de la crise du Golfe, il faut être attentif à des questions comme l'aide aux pays tiers qui subissent les répercussions des sanctions, les aspects humanitaires et l'élaboration d'orientations générales souples, si l'on **veut** permettre au Conseil de sécurité d'intervenir rapidement et garantir un traitement équitable **à** tous les Membres des **Net'** -- Unies. La délégation chypriote souhaite également le développement et la codification des règles de conciliation applicables **aux** différends entre Etats et est convaincue que le Comité spécial est l'organe compétent pour accomplir une telle tâche.

20. **M. TETU** (Canada) dit que la crise du Golfe ayant mis **en** relief l'insuffisance du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention des conflits, son pays lance un appel **à** tous les Etats Membres en faveur de la **mise** en pratique de la Déclaration sur la prévention et l'élimination des différends et des situations qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales et sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine (résolution **43/51** de l'Assemblée générale, annexe).

21. Le Canada appuie entièrement le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (**A/46/33**, par. 19) qui, une fois adopté, facilitera une connaissance détaillée des aspects pertinents de tout différend ou de toute situation et aidera ainsi l'Organisation **à** s'acquitter de son rôle en matière de maintien de la paix et de **la** sécurité internationales. Il convient de se féliciter que le **Comité** spécial ait clarifié le rôle de l'Organisation sans réécrire la Charte.

22. Le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (**A/46/33**, annexe) s'avérera une excellente contribution à la Décennie des Nations Unies pour le droit international. Dans un monde en plein processus de dépoliarisation, mais où les tensions régionales ont hélas toujours **cours**, les Etats ont plus que jamais besoin d'instruments de ce genre pour les aider **à** éviter que des différends ne dégénèrent en conflits **armés**. La qualité de ce manuel est garante de son utilité et de son efficacité. Le Canada exhorte donc tous les membres de la communauté internationale **à** le consulter et **à** l'utiliser.

23. Pour ce qui a trait aux travaux futurs du Comité spécial, le document de travail intitulé "Nouvelles questions que **pourrait** examiner le Comité spécial" (**A/45/33**, par. 14) présenté par la délégation de l'Union soviétique pourra être une base utile de discussion, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la coopération entre **l'ONU** et les organisations régionales ainsi que l'élargissement du rôle du Secrétaire général en matière d'efforts de paix. Le Canada verrait également d'un bon oeil l'examen par le Comité spécial de la

(M. Têtu, Canada)

question de la supervision d'élections par l'ONU comme moyen de prévention des conflits. Il serait aussi opportun que la proposition guatémaltèque concernant un projet de règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats (A/C.6/45/L.2, annexe 1) ~~à~~ **examinée** par le Comité spécial.

24. **Mme DASCALOPOULOU-LIVADA (Grèce)** dit que sa délégation appuie **le projet** de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) qui **renforce** les compétences des organes de l'Organisation en précisant et développant les dispositions pertinentes de la Charte sans toutefois s'écarter de celle-ci. Elle attache une importance particulière au **paragraphe** 13 du **projet** de déclaration, relatif **aux** missions d'établissement des faits, que le Secrétaire général pourrait entreprendre, de son propre chef ou à la demande des Etats concernés, ainsi qu'aux paragraphes 9 et 11 **aux termes** desquels le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale devraient envisager la possibilité de prévoir dans **leurs** résolutions le recours **à** des activités d'établissement des faits. Il aurait également **été** souhaitable de prévoir le recours **à** de telles activités pour contrôler l'application des résolutions de ces organes. Toutefois, **même sous** leur forme actuelle, les dispositions des paragraphes 9 et 11 confèreraient **à** ces résolutions une dimension factuelle qui pourrait, dans certains **cas**, fortement contribuer à désamorcer une menace potentielle contre la paix et la sécurité internationales,

25. En ce qui concerne les travaux futurs du Comité spécial, les propositions de l'Union soviétique concernant l'amélioration de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales (ibid., par. 46) méritent un examen approfondi. Il y a beaucoup **à** explorer dans ce domaine, les organisations régionales, et notamment la **Conférence** sur la sécurité et la coopération en Europe, ayant réalisé des progrès considérables sur le plan de l'élaboration de méthodes de règlement pacifique des différends. Quant au document de travail intitulé **\*\*Nouvelles questions que pourrait examiner le Comité spécial\*\*** (A/45/33, par. 14), il comporte de nombreuses suggestions utiles. La délégation grecque appuie en particulier le paragraphe 2 b) qui **suggère** de soumettre au **Comité** spécial la question des moyens **à** mettre en oeuvre pour appliquer la Charte des Nations Unies et les normes du droit international ainsi que celle des moyens d'action sur un Etat qui s'est rendu coupable d'une rupture de la paix ou qui n'a pas appliqué une décision du Conseil de sécurité. Il est grand temps en effet de faire en sorte que les résolutions du Conseil ne restent pas lettre morte comme c'est le cas de celles concernant la République de Chypre. La délégation grecque appuie aussi tout particulièrement l'idée exposée au paragraphe 2 e) aux termes duquel le Comité spécial devrait examiner des **mesures** visant **à** renforcer le régime de sécurité collective prévu par la Charte des Nations Unies. A son avis, le Comité spécial devrait **même** aller plus loin et élaborer, sur la base des dispositions de la Charte, une déclaration sur la sécurité collective qui viendrait s'ajouter à la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux (résolution 37/10 de

(Mme Dascalopoulou-Livada, Grèce)

l'Assemblée générale, annexe) et à la Déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales (résolution 42/22 de l'Assemblée générale, annexe)' Une telle **déclaration** énoncerait les principes régissant la sécurité collective, les obligations des Etats Membres et des Etats tiers et, surtout, les obligations et les pouvoirs des **organes de** l'organisation des Nations Unies et en particulier du Conseil de **sécurité**.

26. Quant au Manuel sur le règlement pacifique des différends entre **Etats (A/46/33, annexe)**, qui a le mérite d'être complet et facile à utiliser, il s'avérera certainement **très** utile aux Etats, aux organisations, aux praticiens et aux étudiants du droit international et des relations internationales.

27. Enfin, la délégation grecque se prononce pour le renouvellement du mandat du **Comité** spécial.

**28. M. Têtu (Canada) prend la présidence**

**29. M. SHEVCHENKO** (Ukraine) dit que les changements irréversibles qui se produisent dans les pays d'Europe orientale, l'affirmation d'une responsabilité commune du maintien de la paix et de la sécurité internationales et l'action menée pour renforcer concrètement le rôle de l'Organisation des Nations Unies font **naître** l'espoir que les membres de la communauté internationale auront **bientôt** à cœur de se conformer scrupuleusement aux dispositions de la Charte et d'agir sur la base de la primauté du droit international et de **la** priorité des obligations internationales.

30. On peut voir un symbole dans le fait que **l'Assemblée** générale **a proclamé** Décennie des Nations Unies pour le droit international la dernière décennie du deuxième millénaire. Les changements radicaux qui se produisent dans le monde permettent d'entrevoir la possibilité de réaliser enfin le rêve que faisaient les générations antérieures de voir les relations entre Etats s'établir sur la base des préceptes du droit international. Pour l'Ukraine, l'une des contributions essentielles de la Décennie devrait être de favoriser le respect des normes du droit international à l'échelon national, notamment le strict respect des obligations découlant des **instruments** internationaux. La Décennie devrait permettre d'exploiter toutes les possibilités qu'offre le droit international pour lutter efficacement contre le terrorisme **international** et le trafic illicite des stupéfiants. La délégation ukrainienne se propose de participer activement à la réalisation de ses buts.

31. **Le** renforcement et la pleine utilisation des possibilités qu'offre **l'ONU** en matière de maintien de la paix revêtent une importance primordiale dans la nouvelle conjoncture actuelle. Il est devenu indispensable d'étudier la possibilité de créer, en **application** des dispositions du **Chapitre VII** de la Charte, un mécanisme universel et efficace permettant de réagir sans **délai** contre les actes d'agression et les **menaces** à la paix et à la sécurité



(M. Shevchenko, Ukraine)

internationales. D'autre part, on ressent de plus en plus la nécessité de prendre des mesures de caractère préventif, qui nécessitent aussi l'existence dans le cadre de l'ONU d'un système fiable de détection rapide des foyers potentiels de tension internationale.

32. Le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par' 19) revêt une importance exceptionnelle et l'on doit espérer qu'il sera adopté par l'Assemblée générale à la session en cours. Définir le principe de l'établissement des faits est une condition préalable du renforcement des capacités de l'ONU en matière de maintien de la paix. Il importe que les Etats Membres l'acceptent, notamment en ne s'opposant pas à l'envoi de missions de l'ONU sur leur territoire. Quant au Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe), il contribuera sans nul doute à un recours plus fréquent aux méthodes pacifiques de règlement des différends internationaux.

33. L'Ukraine est déterminée à appuyer l'Organisation des Nations Unies et les principes fondamentaux de la Charte. A la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation, elle souhaite que celle-ci s'adapte aux nouvelles conditions de la vie internationale. Elle propose de créer un conseil de la sûreté de l'environnement et d'éliminer certains organes périmés de l'Organisation. Il serait utile aussi de purger la Charte de certains anachronismes, par exemple la référence aux "Etats ennemis". La délégation ukrainienne pense que l'on pourrait améliorer l'efficacité de l'Organisation en utilisant pleinement les possibilités qu'offre la Charte pour ce qui est de renforcer la sécurité et de développer la coopération internationale.

34. La proposition de l'Union soviétique concernant l'amélioration de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales (ibid., par. 46) de même que les propositions avancées par d'autres délégations au cours des séances plénières de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale présentent beaucoup d'intérêt pour ce qui est de perfectionner les structures et les procédures de l'Organisation. La délégation ukrainienne souscrit aux vues exprimées par les représentants des Etats qui estiment que le Comité spécial devrait examiner des mesures visant à renforcer le système de sécurité collective prévu par la Charte et elle est prête à apporter sa contribution au renforcement du rôle de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité collective.

35. M. RAYA (Philippines) dit que malgré l'évolution positive du monde, les événements survenus récemment dans le Golfe, en Europe et en Amérique latine montrent que, plus que par le passé, la communauté internationale doit exprimer fermement ses positions de principe, condamner résolument le recours à la force dans les relations internationales et manifester son intérêt pour l'application des normes et principes du droit international. Le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de

/...

**(M. Raya, Philippines)**

l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) et le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe) devraient favoriser ce processus.

36. L'importance du projet de déclaration réside en ceci qu'il constitue un exposé détaillé et une codification de l'établissement des faits. Il est compréhensible que les Etats défendent leurs prérogatives de souveraineté et l'on doit donc reconnaître la nécessité d'obtenir l'assentiment préalable de **l'Etat où** l'on désire envoyer une mission d'établissement des faits. Le Manuel est un résumé des différentes méthodes de règlement pacifique des différends. On peut espérer qu'il encouragera les Etats en litige à explorer les nombreuses voies de règlement pacifique qui s'offrent à eux.

37. La délégation philippine a pris note des propositions avancées par la délégation soviétique sur les nouvelles questions que pourrait examiner le Comité **spécial** (A/45/33, par. 14). Elle se réserve d'exprimer ses vues à ce sujet à un stade ultérieur.

38. La délégation philippine accueille favorablement le projet de règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats (A/C.6/45/L.2, annexe I) et les observations qui ont été faites sur la question (A/46/383). Elle pense qu'il conviendrait de continuer à l'examiner dans le cadre des délibérations du **Comité** spécial.

39. Le temps est venu d'éliminer les derniers vestiges de la guerre froide et de régler enfin les conflits, régionaux ou bilatéraux, qui se sont multipliés au cours de cette époque révolue. Il y a place dans cette tâche pour un rôle plus actif de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce nouveau climat d'harmonie internationale, les Etats devraient se préoccuper davantage d'apporter une solution à leurs problèmes internes. Les retombées bénéfiques que cela aurait pour leurs citoyens constitueraient le véritable dividende de la paix.

40. Pour **M. WLOSONICZ** (Pologne) il ne serait pas réaliste de s'attendre à ce que les différends de caractère international disparaissent totalement. Il **s'agit** donc de promouvoir des moyens et des méthodes de les régler par la voie pacifique. A ce titre, les activités d'établissement des faits ont **déjà prouvé** leur utilité. Il restait cependant à les réglementer d'un point de vue juridique. Le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) devrait y pourvoir,

41. S'agissant de la question du consentement préalable des **Etats** à l'envoi des missions d'établissement des faits, la délégation polonaise reste d'avis **qu'il** s'agit là d'une exigence essentielle pour le bon déroulement de celles-ci. Dans ce contexte, il **ne** faudrait pas perdre de vue **l'Article** 25 de la Charte, car il n'est pas à exclure, du moins pour l'instant, au vu des

(M. Włosowicz, Pologne)

différends internationaux actuels, que le Conseil de sécurité soit **amené à** prendre une décision concernant le **recours aux** activités d'établissement des faits.

42. La proposition présentée par **l'Union** soviétique concernant l'amélioration de la coopération entre l'organisation des Nations Unies et les organisations régionales (ibid., par. 46) vient **à** point nommé. En effet, les mécanismes régionaux devraient jouer un rôle de premier plan dans les opérations de maintien et d'établissement de la paix. Encore faudrait-il définir clairement les contours de chaque région.

43. Le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre **Etats**, (**A/46/33**, annexe) est un chef-d'oeuvre qui servira de référence aux praticiens, aux spécialistes et **aux** étudiants. Il doit être largement diffusé parmi les étudiants en droit international et en relations internationales du monde entier, traduit, si nécessaire, et mis **à** jour périodiquement. Sans doute pourrait-on l'élargir en y insérant une liste d'affaires récentes ou des résumés de celles-ci.

44. **M. POSADA** (Colombie) déclare qu'en dépit des progrès réalisés dans certains aspects de la vie internationale **à** la faveur de la démocratisation croissante et de la détente, le monde vit toujours sous la menace constante de situations et de problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi le rôle de l'Organisation dans la promotion du règlement pacifique des différends et la prévention et l'élimination de facteurs susceptibles de mettre la paix en danger reste crucial. Pour accomplir cette mission, il ne fait pas de doute que la connaissance en temps opportun **et** de manière impartiale des tenants et des aboutissants de situations grosses de menaces est une nécessité absolue.

45. Dans ce contexte, le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (**A/46/33**, par. 19) est une réalisation importante. En effet, il reconnaît qu'il faut voir, dans la connaissance complète, objective et impartiale<sup>6</sup> et en temps voulu, des faits susceptibles de constituer une menace **au** déroulement pacifique des relations internationales, un moyen garantissant la réalisation **des** buts de l'Organisation, sans méconnaître les droits souverains des Etats. Dans ce contexte, la prescription énoncée **au** paragraphe 6 du chapitre 1 du projet de déclaration, selon laquelle l'envoi d'une mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies dans le territoire d'un Etat exige le consentement préalable **dudit** Etat, doit être maintenue avec tout ce qu'elle implique, notamment la faculté reconnue **à l'Etat** requis de fixer au préalable et de manière claire et non équivoque les conditions de l'admission de la mission, son séjour et son départ de son territoire, et ce, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte.

(M. Posada, Colombie)

46. Par ailleurs, il importe que les mesures proposées dans le rapport du Comité spécial réalisent l'équilibre entre le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétaire général. Au nom de cet équilibre, l'Assemblée générale doit jouer le rôle qui lui revient en tant qu'instance où tous les Etats sont représentés.

47. Dans le même ordre d'idées, le principe énoncé au paragraphe 15 du chapitre II du projet de déclaration, selon lequel lorsqu'ils décident à qui devrait être confiée la conduite d'une mission d'établissement des faits, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, dans le cadre de leurs attributions respectives, devraient donner la préférence au Secrétaire général, est important. A cette fin, il est essentiel que le Secrétaire général dispose des moyens de nature à faciliter l'accomplissement de son mandat. Il s'agit là d'une disposition qui doit être prévue expressément dans le texte de la Déclaration.

48. En ce qui concerne l'appellation à donner au projet de déclaration, la délégation colombienne est d'avis qu'il faudrait poursuivre les échanges de vues de façon à parvenir à une formule qui satisfasse toutes les délégations. Elle préférerait une appellation qui éviterait l'adverbe "solennellement" parce que la nature éminemment technique de la déclaration ne le justifie pas et parce qu'elle juge peu judicieux l'emploi abusif du concept de solennité qui doit être réservé aux documents qui énoncent des principes fondamentaux du droit international. Elle ne s'opposerait toutefois pas au consensus qui pourrait se dégager autour de l'appellation proposée par le Comité spécial.

49. Le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe), établi par le Comité spécial, doit être publié et diffusé comme il se doit en raison de ses valeurs intrinsèque et pédagogique. Il représente en outre une précieuse contribution à la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

50. La délégation colombienne partage par ailleurs l'idée avancée par plusieurs délégations d'utiliser le Manuel comme base pour l'élaboration d'une convention universelle sur le règlement pacifique des différends qui énoncerait des règles précises touchant le recours aux différents moyens de règlement reconnus par le droit international, à savoir les négociations et les consultations, l'enquête, les bons offices, la médiation, la conciliation et l'arbitrage, les procédures judiciaires et la reconnaissance de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice. A cet égard, les idées et propositions qui pourraient être avancées par les diverses délégations au sujet de conventions relatives à telle ou telle procédure de règlement pacifique des différends, par exemple la proposition guatémaltèque relative à la conciliation, pourraient être regroupées de façon harmonieuse en vue de l'élaboration d'une convention générale s'inspirant des apports du

Menu 1.

(M. Posada, Colombie)

51. La délégation colombienne partage la préoccupation exprimée par le Secrétaire général quant à l'utilisation insuffisante du principal organe judiciaire de l'ONU en dépit du fait que celui-ci est saisi d'un nombre grandissant de différends touchant les relations entre Etats. Une manière de **contribuer** au renforcement de la sécurité collective **consisterait** à donner au Secrétaire général la faculté de demander des avis consultatifs à la **Cour** internationale de Justice. Elle souscrit à l'opinion exprimée par ce dernier **quant à l'importance qu'une** telle **faculté aurait** pour **l'exercice** de **ses** fonctions et souhaite qu'il soit fait droit à sa demande, car elle permettrait de renforcer simultanément la Cour internationale de **Justice** et la fonction de Secrétaire général.

52. Le document de travail présenté **par l'URSS** concernant l'amélioration de la coopération **entre** l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales (**A/46/33**, par. 46) mérite d'être examiné plus avant. Tout en considérant que les organisations régionales ont un rôle fondamental à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la délégation colombienne estime qu'il faut en étudier soigneusement les caractéristiques, les instruments juridiques, les attributions particulières pour mieux en cerner les relations avec les organes compétents de **l'ONU**, **surtout la complémentarité** qui doit caractériser ces relations. Pour renforcer le rôle des organisations régionales et éviter d'éventuels problèmes opérationnels entre celles-ci et l'Organisation des Nations Unies, il faut renforcer la communication et l'échange d'informations et multiplier les initiatives communes entre ces entités, **D'où** l'importance du **paragraphe 14** du document de travail présenté par l'URSS, qui tend à **mettre** en place un mécanisme de communication permanente entre le Secrétaire général et les dirigeants des organisations régionales touchant des problèmes d'intérêt commun.

53. La position des pays d'Amérique latine touchant le rôle de6 organisation6 régionales est exposée dans le document établi par le Groupe de Rio concernant les "Lignes directrices pour la redynamisation de l'Organisation des Nations Unies" qui a été officiellement transmis au Secrétariat. Ce document fait état de la convergence des buts et principes directeurs des organisations régionales et de l'Organisation mondiale, convergence qui favorise la coopération entre les deux entités.

54. Enfin, la délégation colombienne **estime** que les nouvelles réalités mondiales justifient la réévaluation du rôle du Conseil de sécurité afin de déterminer dans quelle mesure la concentration excessive du pouvoir de décision entre les mains d'un groupe restreint **d'Etats** est conforme **aux** impératifs changeants d'une **communauté** internationale en constante mutation. La Colombie qui, dès la création de l'Organisation, a **émis** de sérieuses réserves vis-à-vis du droit de veto consacré dans la Charte, estime que la situation est propice pour débattre des questions touchant le Conseil de sécurité qui restent depuis plusieurs années des motifs d'insatisfaction pour de nombreuses **délégations**.

55. **M. ORDZHONIKIDZE** (Union des **Républiques socialistes soviétiques**) dit que **les** relations internationales sont entrées dans une période de bouleversements profonds **où** la bipolarité des superpuissances qui **caractérisait** l'époque de la guerre froide laisse la place à un monde interdépendant **où** domine l'esprit de coopération. Dans ce nouveau climat, le rôle de **l'ONU** en tant que mécanisme Unique d'harmonisation des efforts **des** membres de la communauté internationale ne fait que s'accroître. La question **qui** se pose aujourd'hui est de savoir comment remplacer un système mondial fondé sur l'équilibre des forces en **présence** par un nouveau système de sécurité et **de** coopération reposant sur l'équilibre des intérêts. La primauté du droit est le principe essentiel **autour** duquel doit s'organiser le nouveau modèle de **sécurité** internationale.

56. On peut voir dans la Charte des Nations Unies une sorte de constitution de la communauté internationale, la pierre angulaire du nouvel ordre mondial. Ce document historique n'a rien perdu de son actualité. Bien qu'il **fût** difficile de prévoir au moment de son adoption l'apparition de nouveaux problèmes mondiaux tels que la menace écologique, le terrorisme international ou le trafic illicite des drogues, les idéaux humanistes et les valeurs **démocratiques** sur lesquelles elle est fondée permettent aujourd'hui encore d'en faire le garant efficace de la sécurité de la planète. Il faut par contre adapter **l'ONU** et les institutions du système aux nouvelles **réalités** mondiales et en améliorer le fonctionnement en procédant **à** des réformes, sans pour autant détruire les structures dont l'efficacité est avérée. Une nouvelle lecture de la Charte permettrait d'en exploiter tout le potentiel et de donner un nouveau contenu **à** l'Organisation en rationalisant les structures et l'ordre du jour de ses principaux organes.

57. C'est sous cet angle qu'il convient d'examiner le bilan des travaux de la session de 1991 du Comité spécial. Celui-ci est appelé à jouer un rôle essentiel dans le processus de consolidation de la légalité internationale. Le principal succès **à** mettre **à** l'actif de cette session a été l'adoption par consensus du projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (**A/46/33**, par. 19). La délégation soviétique estime que si **l'Assemblée générale** adoptait cette déclaration par consensus, la collecte par **l'ONU** des **données** objectives qui lui sont indispensables pour adopter des décisions équilibrées et suivies d'effet s'en trouverait renforcée. Un tel instrument servirait de base **à** la création d'un réseau étendu de mécanismes de contrôle qui aurait pour objectif de **prévenir** les différends et les conflits internationaux ou de les régler au plus vite. Il constituerait aussi une contribution concrète **à** la réalisation des buts de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et **à** l'instauration d'un climat de prévisibilité, de stabilité et de confiance dans le monde.

58. On **peut** se féliciter également de l'achèvement des travaux concernant le projet de manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats, dont la particularité essentielle tient en ce que l'exposé de la nature et des principales **caractéristiques** de chaque moyen de règlement y est appuyé par des **exemples** tirés de la pratique. L'adoption du manuel pourrait **ouvrir** la voie **à**

(M. Ordzhonikidze, URSS)

un futur instrument général relatif au règlement pacifique des différends entre Etats qui s'inspirerait de l'expérience accumulée dans ce domaine, par exemple des résultats de la Réunion d'experts de la **Conférence** sur la sécurité et la coopération en Europe sur le règlement pacifique des différends de La Valette (voir **A/46/335**).

59. La **délégation** soviétique note avec satisfaction que, de l'avis général des membres du Comité spécial, le document de travail intitulé "Nouvelles questions que pourrait examiner le Comité spécial" (**A/45/33**, par. 14) présenté par l'Union soviétique constitue une bonne base pour les futurs travaux du Comité spécial sur le maintien de la paix et de la **sécurité** internationales dans le cadre de son mandat. Elle se félicite que les membres de la Sixième Commission appuient également dans leur majorité la teneur de ce document et estiment donc qu'il convient d'élargir le mandat du Comité spécial de manière à y inclure l'examen des questions qui sont **énumérées** dans ce document. En formulant ses propositions, l'**Union** soviétique part du principe qu'il convient de confirmer le rôle central de l'**ONU** et de son principal organe, le Conseil de **sécurité**, pour ce qui est de garantir la paix internationale, la sécurité et la stabilité des Etats. Il faut à la fois perfectionner la pratique du règlement des conflits et mettre en oeuvre les possibilités qu'offre l'**ONU** en vue d'instituer une structure multilatérale de diplomatie préventive qui désamorcerait les situations de crise.

60. Il est indispensable d'établir d'un commun accord dans le cadre de l'**ONU** un ensemble de moyens efficaces visant à dissuader tout **agresseur** potentiel et d'élaborer des procédures juridiques permettant de **réagir** de concert et rapidement contre les actes d'agression et les menaces contre la paix internationale. Ce mécanisme pourrait comprendre les différents stades de collecte et de traitement de l'information, l'établissement par le Secrétaire général de prévisions sur l'apparition éventuelle de situations conflictuelles, l'adoption par le Conseil de sécurité de diverses mesures préventives et, le cas échéant, coercitives, conformément aux dispositions de la Charte. Il serait utile à cet égard d'effectuer une étude sur les éléments concrets d'un tel mécanisme, notamment sur la **mise à** la disposition du Conseil de sécurité de forces armées par les **Etats** (Article 43 de la Charte), ainsi que sur le rôle qui serait dévolu au Comité d'état-major et à ses sous-comités régionaux (Article **47**), etc.

61. L'Union soviétique estime que la communauté internationale doit **aussi** s'élever avec vigueur contre le **recours** à la force et les conflits **armés** qui se produisent à l'intérieur de certains pays, favoriser une solution démocratique de leurs problèmes internes et faire respecter partout les droits de l'homme.

62. L'Union soviétique est profondément convaincue que le perfectionnement de la **coopération** entre l'**ONU** et les **organisations** régionales, prévue au Chapitre **VIII** de la Charte, est l'un des moyens les plus prometteurs de garantir la sécurité universelle. Les **processus** régionaux de sécurité et de coopération **se** développent d'ailleurs à un rythme **accélééré**, que ce soit en

(M. Ordzhonikidze, URSS)

Europe, en Asie, en Afrique ou en **Amérique** latine. Il importe d'harmoniser dès maintenant l'action **menée** par l'**ONU** et les organisations régionales dans les domaines du désarmement, de la politique militaire, de la vie économique et sociale, de l'**environnement** et des activités humanitaires. Il faut enfin tirer les leçons de l'expérience européenne et les appliquer **aux** autres **régions**, en tenant compte bien **entendu** de leurs **spécificités**. A ce propos, la **délégation** soviétique a présenté à la dernière session du Comité spécial un document de travail sur la coopération entre l'**ONU** et les organisations régionales (**A/46/33**, par. 46).

63. Dans des conditions d'interdépendance, l'autorité et l'influence d'un Etat dépendent de plus en plus du caractère moral et **légal** de sa politique extérieure. Seule une politique respectueuse du droit, c'est-à-dire une politique définie par le respect des intérêts des autres peuples et de toute la communauté internationale, peut répondre aux véritables intérêts **nationaux**. La fin de l'ère des affrontements idéologiques crée des conditions politiques et juridiques qui permettront à l'Organisation des Nations Unies de devenir un véritable centre **où** s'harmonisent les efforts des nations sur la base du respect de la légalité internationale.

64. Pour **M. FUKUKAWA** (Japon) les **événements** de l'année précédente ont démontré **que** la prévention des conflits est une question **hautement** prioritaire. C'est ce qui a amené le Ministre des affaires étrangères du Japon à proposer à l'**Assemblée** générale la création d'un mécanisme de prévention des conflits axé sur les éléments suivants : premièrement, renforcer sensiblement l'aptitude du Secrétariat à suivre constamment et à analyser les informations touchant les **conflits éventuels**; deuxièmement, envoyer sur place des missions d'établissement des faits; troisièmement, lancer des "alertes rapides" si la situation l'exige; et quatrièmement, conduire des missions de bons offices et de médiation sous l'autorité du Secrétaire général.

65. C'est pourquoi la délégation japonaise invite instamment l'**Assemblée générale**, dans une résolution adoptant le projet de déclaration **concernant les** activités d'établissement des faits de l'organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, à prier le Secrétaire général d'étudier les moyens d'améliorer les capacités du Secrétariat d'appliquer la Déclaration et de lui faire rapport à sa quarante-septième session sur les résultats de cette étude. Elle est d'avis que, une fois adopté, le projet de déclaration apportera une énorme contribution à la Décennie des **Nations Unies** pour le **droit** international.

66. La délégation japonaise est **favorable** à la publication et à la large diffusion du Manuel sur le règlement pacifique des différends (**A/46/33**, annexe) et exprime l'espoir qu'il se **révélera** un outil de référence utile, non seulement **pour** les milieux universitaires et les spécialistes **gouvernementaux** du **règlement** des différends, mais également pour les étudiants en droit international et le grand public. Le Manuel représente une autre contribution importante du Comité spécial à la Décennie des Nations Unies pour le droit international.



(M. Fukukawa, Japon)

67. Il est encourageant de constater que le fonds d'affectation spéciale **constitué** par le Secrétaire **général** pour aider les Etats à régler leurs différends **en** ayant recours à la Cour internationale de Justice est déjà mis à contribution. A cet égard, la délégation japonaise partage l'avis de la délégation britannique selon lequel ce fonds doit faire l'objet d'une plus large publicité et recevoir des contributions de sources aussi variées que possible, y compris de sources privées. Pour sa part, le Japon y a contribué à hauteur de 55 000 dollars au titre de l'année en cours.

68. Le moment est venu pour la Sixième Commission de réfléchir aux nouvelles questions à confier pour examen au Comité spécial. Compte tenu de l'expérience de cet organe, la délégation japonaise estime que le choix des nouvelles questions doit reposer sur les critères suivants : les questions doivent porter sur certains domaines déterminés touchant la paix et la sécurité internationales et le mandat du Comité spécial doit consister à formuler une série de recommandations concrètes tendant à renforcer les capacités des organes compétents de l'Organisation. Ces recommandations doivent revêtir un caractère pratique et recueillir une large adhésion. Enfin, l'entreprise doit être menée conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. A cet égard, la délégation japonaise exprime l'espoir que le Comité spécial entamera, à sa session suivante, un débat constructif sur son programme de travail et qu'il parviendra à un accord sur un ordre du jour précis qu'il présentera à la Sixième Commission à la quarante-septième session de l'Assemblée générale.

69. Il est impératif que tous les Etats qui placent leur confiance dans l'Organisation des Nations Unies oeuvrent ensemble et de concert avec le Secrétaire général à en raffermir le rôle. Enfin, la délégation japonaise **réitère** une fois de plus que les références aux anciens Etats ennemis faites dans la Charte sont **un** anachronisme à supprimer le plus vite possible.

70. **M. ARRIA** (Venezuela), évoquant le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (**A/46/33**, par. 19), fait observer que la possibilité offerte à l'Assemblée générale ou au Secrétaire général d'envoyer de 6 missions d'établissement des faits constitue un très **net** progrès dans l'élargissement de 6 pouvoirs dévolus à ces organes dans un domaine aussi important que le maintien de la paix et surtout dans l'accomplissement des tâches de prévention des risques de conflits internationaux.

71. Il importe cependant **de** préciser que les Etats **qui** exercent la plénitude de leur souveraineté ont la faculté d'imposer des conditions à l'envoi d'une mission d'établissement des faits. L'exigence du consentement de **l'Etat** énoncée au paragraphe 6 du projet de déclaration vise non seulement l'acceptation mais également les conditions de déroulement de la mission. Ainsi, tout Etat a la faculté de retirer son Consentement Si **les** circonstances qui ont motivé l'envoi de la mission d'établissement des faits changent ou

/...

(M. Arria, Venezuela)

disparaissent, ce retrait de consentement ne pouvant nullement être considéré comme nuisant à la recherche d'un règlement du différend ou de la crise en question.

72. La délégation **vénézuélienne** estime que la jouissance des immunités et facilités évoquées aux paragraphes 22 et 23 du projet de déclaration doit être subordonnée à la législation et à la pratique des Etats.

73. Elle s'associe aux autres délégations pour **féliciter** la délégation soviétique du document de travail qu'elle a présenté sur l'amélioration de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales (ibid., par. 46), **étant** convaincue que cette coopération favorisera l'atténuation des conflits internationaux.

74. La proposition soviétique pourrait cependant être améliorée. En effet, elle trahit un certain déséquilibre dans la mesure où elle n'accorde pas la même importance à l'Assemblée **générale** et au Secrétaire général, organes de l'ONU qui, en vertu de la Charte, sont également appelés à s'acquitter de tâches importantes dans le domaine du maintien de la paix et de la **sécurité** internationales. Au demeurant, le **Secrétaire** général, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/46/1), a de nouveau déploré les pouvoirs limités qui lui sont dévolus dans ces domaines. L'Assemblée générale est, pour sa part, le **siège du** pouvoir des Etats Membres de l'Organisation qui sont également tenus par la Charte d'oeuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cela étant, on pourrait améliorer la proposition soviétique en ménageant expressément à ces organes principaux de l'Organisation un rôle bien déterminé dans le domaine de la coopération avec les organisations régionales.

75. Le Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (A/46/33, annexe), établi sur la base des principes de la liberté du choix des **moyens** de règlement des différends et du consentement des Etats à tel ou tel mode de règlement, constitue, de par son équilibre, un document d'une grande utilité pour la connaissance des mécanismes de règlement des différends et de leur mode de fonctionnement et en raison de la **contribution** qu'il apporte à la diffusion du droit international public. Enfin, la délégation vénézuélienne propose que la proposition guatémaltèque relative à la conciliation (A/C.6/45/L.2, annexe I) soit renvoyée au Comité spécial pour qu'il l'examine plus avant.

76. **M. SANDOVAL** (Equateur) dit que la version finale du document concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) consacre des concepts fondamentaux auxquels sa délégation est très attachée, à savoir : la nécessité d'obtenir le consentement exprès de l'Etat sur le territoire duquel on se propose d'envoyer une mission d'établissement des faits: la possibilité pour cet Etat de poser, lorsqu'il donne son consentement, certaines **conditions** qui devront être respectées par la mission

(M. Sandoval, Equateur)

et de se prononcer sur la composition de cette dernière, Il déplore **qu'il** n'y ait pas eu de **débat** au Comité spécial sur **la** forme **à** donner **à** ce document et donc sur la question de son titre définitif. **La** délégation équatorienne est toutefois **disposée** à se rallier à la majorité qui se dégagera **sur** ce point lors du débat à la Sixième Commission. L'utilité de ce document, dont elle appuie l'adoption par l'Assemblée générale, dépendra de l'usage que les Etats et les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies feront des mécanismes qu'il prévoit.

77. Il convient de se féliciter de l'achèvement du Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe) dont l'utilité sera proportionnelle **à** son degré de diffusion dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans les milieux universitaires et gouvernementaux.

78. La délégation équatorienne est favorable à l'inclusion à l'ordre du jour de la session suivante du Comité spécial de la proposition du Guatemala concernant un règlement de conciliation des Nations Unies applicable aux différends entre Etats (voir **A/C.6/45/L.2** et **A/46/383**).

79. Enfin, il est temps de commencer à planifier les travaux futurs du Comité spécial et **à** les orienter vers des buts conformes aux réalités actuelles.

80. **Mme DEL LUJAN FLORES** (Uruguay) dit que le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (**A/46/33**, par. 19) est un document équilibré qui **respecte** la souveraineté des Etats en reconnaissant le principe du consentement préalable de **l'Etat** sur le territoire duquel une mission d'établissement des faits doit être envoyée. Pour renforcer encore ce principe, il faudrait ajouter le mot "exprès" après les mots "consentement préalable" **à** la deuxième ligne du paragraphe 6. Une connaissance objective et complète des faits revêt une importance capitale pour la prévention des conflits. Les paragraphes 16 et 30 ont le mérite de mettre en lumière le caractère complémentaire des activités d'établissement des faits. Les paragraphes 23 et 24 concernant les immunités et facilités **à** accorder aux membres des missions d'établissement des faits pour leur permettre de mieux s'acquitter de leur mandat devraient comporter un renvoi au droit international en la matière puisque celui-ci englobe tant les normes du droit conventionnel que celles du droit coutumier. Le titre du projet ne suscite aucune objection de la part de la délégation uruguayenne.

81. Le document de travail présenté par la délégation de l'Union soviétique concernant l'amélioration de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales (**A/46/33**, par. 46) suscite l'intérêt de la délégation uruguayenne qui se félicite par ailleurs de l'adoption du Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe) dont la publication sera extrêmement utile tant pour les universitaires que sur le plan pratique. Ce manuel représente une

(Mme Del Lujan Flores, Uruguay)

contribution importante de la part du Comité spécial à la Décennie des Nations Unies pour le droit international et pourrait servir de base pour l'élaboration d'une convention universelle sur le règlement pacifique des différends.

82. La proposition tendant à donner au Secrétaire général le pouvoir de soumettre des demandes d'avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, mentionnée au paragraphe 37 du rapport, mérite d'être retenue. Le Ministre des relations extérieures de l'Uruguay s'en est fait l'écho dans son allocution devant l'Assemblée générale à la session en cours.

83. Enfin, la délégation uruguayenne souhaiterait que l'on renouvelle le contenu du mandat du Comité spécial qui pourrait jouer un rôle très important pour assurer la rénovation et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies et le plein respect du droit international comme les auteurs de la Déclaration de Guadalajara l'on appelé de leurs vœux. Le Comité spécial pourrait examiner à l'avenir des questions telles que le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'obligation de prêter assistance aux Etats tiers pénalisés par l'application de l'Article 50 de la Charte; l'examen des dispositions du Chapitre VII de la Charte et de leur application à la lumière des derniers événements: la révision des normes relatives au règlement pacifique des différends de façon à mettre à la charge des Etats non seulement l'obligation de chercher de bonne foi une solution mais celle de les régler effectivement; et la possibilité de donner force obligatoire à certaines résolutions de l'Assemblée générale.

84. M. KAMBOU (Burkina Faso) dit que le projet de déclaration concernant les activités d'établissement des faits de l'organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales (A/46/33, par. 19) constitue un texte de compromis très utile pour traiter d'une situation avant qu'elle ne dégénère en conflit ouvert menaçant la paix. Sa délégation se prononce pour son adoption, tel qu'enrichi par les débats qui ont eu lieu au sein de la Sixième Commission. Elle est également favorable à un approfondissement de la question de la diplomatie préventive au sein du Comité spécial.

85. Il convient de se féliciter de l'adoption du Manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats (ibid., annexe), auquel il importe d'assurer une diffusion maximale de manière à permettre aux Etats d'y recourir le plus souvent possible pour résoudre leurs conflits et sauvegarder la paix.

86. En ce qui concerne le programme de travail futur du Comité spécial, le manuel susmentionné pourrait servir de base au Comité pour l'élaboration d'un instrument juridique international relatif au règlement pacifique des différends, lequel devrait prendre également en compte les différends d'ordre économique. La question de l'amélioration de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales mérite aussi d'être approfondie. L'ONU devrait encourager les Etats à utiliser les

(M. Kambou, Burkina Faso)

mécanismes de règlement pacifique des différends qui existent déjà au sein de leurs organisations régionales et appuyer celles-ci lorsqu'elles sont **engagées** dans des efforts de rétablissement de la paix. Il faudrait accroître les ressources du Fonds d'affectation spéciale que le Secrétaire général a créé pour aider les Etats qui ont financièrement **du** mal à plaider leur cause devant la Cour internationale de Justice ou **à** exécuter les décisions de cette dernière. Le Burkina Faso, par exemple, a du mal **à** financer l'abornement de la frontière avec le Mali tracée par la Cour dans son arrêt du 22 décembre 1986.

87. Enfin, le Comité spécial devrait étudier la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies grâce **à** une révision de la structure du Conseil de sécurité de façon que l'Organisation ne soit plus dominée par les grandes puissances mais devienne un modèle de démocratie ou tout au moins s'en rapproche. Une participation plus équilibrée des Etats, fondée sur la responsabilité individuelle et collective en matière de maintien de la paix, renforcerait la diplomatie préventive et irait dans le sens des bouleversements et mutations actuels : fin des rivalités entre les blocs, élargissement du nombre de membres de l'Assemblée générale, développement des phénomènes communautaires, etc. Le Burkina Faso espère que cette idée de démocratisation de l'Organisation suivra son cours et exprime le souhait de faire partie du Comité spécial de façon **à** apporter sa modeste contribution dans le **cadre** de la Décennie du droit international.

88. M. Afonso (Mozambique) reprend la Présidence.

89. M. SAENZ DE TEJADA (Guatemala) dit que le projet de règlement de conciliation des Nations Unies en cas de différends entre Etats initialement soumis par sa délégation **à** l'examen de la Sixième Commission devrait être renvoyé devant le Comité spécial qui a amplement donné la preuve qu'il possédait les qualités de sérieux et de souplesse nécessaires pour mener **à** bien les travaux sur cet aspect de la Charte. De nombreuses délégations ont d'ailleurs exprimé le même avis au cours du débat.

90. Le PRESIDENT dit qu'il entend tenir des consultations sur cette proposition. En l'absence d'objection, il considérera que tel est le voeu de la Sixième Commission.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 50.